

CONVENTION D'EXPOSITION A LA MEDIATHEQUE MUNICIPALE DE BAZIEGE

ENTRE

La commune de Baziège
Domiciliée à Mairie – 16 avenue de l'Hers – 31450 Baziège
Représentée par M. Jean Roussel, maire de Baziège
Dénommée ci-après la commune
D'une part ;

ET

Domicilié(e) à : _____

Représenté(e) par _____

Dénommé(e) ci-après l'exposant
D'autre part ;

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet

La commune met à la disposition de l'exposant un bâtiment communal équipé de panneaux d'exposition. La présente convention a pour objet de fixer les conditions de cette mise à disposition, pour l'organisation d'une exposition dans un but culturel et pédagogique.

Article 2 : Descriptif des locaux

Les panneaux d'exposition mis à disposition se situent dans le bâtiment de la médiathèque municipale située au 2 rue Porte d'Engraille à Baziège (31450).

Le bâtiment est un Etablissement Recevant du Public, de type S de 5^e catégorie.

Article 3 : Modalités de la mise à disposition

La présente mise à disposition qui débutera le _____, elle est consentie jusqu'au _____ pour une exposition de _____ intitulée _____.

Afin de permettre une organisation optimale, l'exposant s'engage à installer ses œuvres le _____ et à les désinstaller le _____.

Les œuvres installées seront visibles au public pendant les horaires d'ouverture de la médiathèque à savoir :

- mardi de 16h à 19h ;
- mercredi de 14h à 19h ;
- vendredi de 9h30 à 11h30 et de 16h à 19h ;
- samedi de 10h à 12h.

Article 4 : Condition d'occupation

L'exposant ne pourra exercer dans la médiathèque, d'autres activités que celles prévues à l'article 1 de la présente convention.

Article 5 : Dispositions financières

Conformément à l'article L. 2125-1 du Code général de la propriété des personnes publiques, toute occupation ou utilisation du domaine public d'une personne publique donne lieu au paiement d'une redevance.

La mise à disposition de panneaux d'exposition à la médiathèque constitue une occupation du domaine public. L'occupation du domaine public par une personne privée est conditionnée par l'obtention d'une autorisation, délivrée par le propriétaire, à titre temporaire, précaire et révocable. En contrepartie de cette occupation privative du domaine public, la commune perçoit en principe une redevance domaniale.

Le tarif d'occupation du domaine public est fixé par décision du maire. La dernière version en vigueur sera fournie en annexe à présente convention.

Le paiement s'effectuera, après confirmation de la mise à disposition, auprès du régisseur de recettes, par chèque à l'ordre du Trésor Public.

Article 6 : Assurance et responsabilité

L'exposant s'engage à souscrire une assurance responsabilité civile auprès de l'assureur de son choix, couvrant les accidents ou dommages matériels et corporels pouvant être causés au bâtiment, à ses équipements, ou encore à des tiers.

L'exposant s'engage à assurer le matériel mis à sa disposition contre le vol et le bris pour toute la durée de mise à disposition. Il s'oblige à fournir à la commune à la signature de la présente convention, une attestation d'assurance correspondante à cette clause.

La commune se réserve le droit d'exiger des garanties supplémentaires au cas où certains risques seraient mal couverts. L'organisateur devra alors se conformer aux exigences de la commune et lui adresser dans les huit jours suivant sa demande, une attestation établissant que les garanties complémentaires ont bien été souscrites. Il devra justifier de ces garanties à tous moments. Le non-respect des dispositions et délais précités pourra entraîner la résiliation de plein droit et immédiate de la présente convention.

La commune décline toute responsabilité en cas de perte ou de vol d'objets ou de valeurs appartenant à l'exposant.

L'exposant demeurera seul responsable de tous actes dommageables causés du fait de son activité.

Article 7 : Résiliation

Toutes les charges et conditions de la présente convention sont impératives. En cas d'inexécution par l'exposant, des obligations mises à sa charge avant l'ouverture de l'exposition, la commune pourra lui notifier par lettre recommandée avec accusé de réception la rupture de la présente convention.

La présente convention sera résiliée de plein droit, sans formalité judiciaire et sans versement d'indemnité en faveur de l'exposant dès lors qu'un cas de force majeure surviendrait.

Article 8 : Litige

Les parties s'engagent à résoudre à l'amiable tout litige qui pourrait survenir de l'interprétation, de l'exécution, ou de la cessation de la présente convention.

En cas de désaccord persistant, les parties conviennent de ce que Tribunal Administratif de Toulouse, sera seul compétent pour en connaître.

Article 9 : Date d'exécution

La présente convention prend effet à compter de la signature des parties et de sa notification.

Fait en deux exemplaires originaux,

à _____ le _____.

**Pour la commune de Baziège,
Le maire, Jean Roussel**

Pour l'exposant,
